



**LES
TRAVAILLEUSES
IRANIENNES
OPPRIMÉES DANS
LE SILENCE**

MAI 2018

RAPPORT MENSUEL
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne



Les travailleuses iraniennes opprimées dans le silence et l'obscurité

Les conditions de travail des travailleuses en Iran sont très différentes de celles de leurs homologues masculins. Leur sort est rarement vu ou évoqué. La participation des femmes au mouvement ouvrier est imperceptible et elles sont opprimées dans le silence et l'obscurité. Les femmes souffrent d'une double oppression en partie parce qu'elles sont rarement embauchées dans des emplois officiels en raison des dispositions législatives iraniennes qui accordent la priorité aux hommes.

En revanche, les femmes représentent la grande majorité de la main-d'œuvre dans les ateliers non officiels, qui ne sont pas surveillés par le gouvernement, et qui ont le droit de moins rémunérer leurs travailleurs ainsi que de leur refuser des prestations ou des assurances. Les femmes qui ont désespérément besoin d'un travail pour gagner la vie de leur famille sont largement victimes des pratiques de ces ateliers.

Un grand nombre de femmes vendent leur force de travail contre une petite somme d'argent sans être ressenties ou considérées comme des travailleuses. Elles travaillent entre 10 et 12 heures à la maison s'appliquant à coller des enveloppes ou à coudre des paillettes sur du tissu, mais leur salaire journalier est d'environ 5 000 toumans ou simplement l'équivalent d'un dollar. Ces femmes n'ont même pas d'employeur spécifique et leurs produits sont vendus par des intermédiaires qui empochent la plupart de leurs revenus. Dans le même temps, le statut des travailleurs iraniens est hors cadre et les enquêtes et données publiées occasionnellement à cet égard ne tiennent pas compte du nombre de femmes et des problèmes qu'elles rencontrent dans cet environnement dominé par les hommes, en vertu de lois discriminatoires. Cependant, quelques rapports et interviews parus dans les médias iraniens (à la fois publics et indépendants) à l'occasion du 1er mai, la Journée internationale des travailleurs, ont mis en lumière une petite partie de la situation déplorable des femmes dans ce domaine.

Admissions officielles dans des conditions de «nouvel esclavage»

Lors d'une réunion le 28 avril au ministère du Travail à Téhéran, Massoumeh Ebtekar, le représentant du président Rouhani pour les femmes et les affaires familiales, a avoué que "les femmes occupent la plus grande part des emplois non officiels". L'agence de presse IRNA a écrit que les emplois non officiels sont orientés vers des emplois en dehors des structures officielles; en un mot, ce sont des emplois dans des unités qui ne sont pas officiellement enregistrées et qui ne sont pas surveillées par le gouvernement. Les personnes embauchées pour des emplois non officiels sont considérées dans les statistiques comme «employées» mais ne bénéficient d'aucune assurance médicale ou d'assurance retraite.

Alireza Mahjoub, secrétaire général de la Chambre des travailleurs (une fondation gouvernementale) et membre du comité social au parlement des mollahs, a également admis que «les femmes ont le taux de chômage le plus élevé» et que «la participation économique des femmes n'est pas remarquable». L'agence de presse officielle IRNA - 28 avril 2018)

Lors d'un autre rassemblement à Qom, le 30 avril 2018, Ahmad Amirabadi Farahani, membre du bureau présidentiel du parlement des mollahs, a affirmé que les conditions des travailleuses relevaient d'«un nouvel esclavage». Il a dit: "L'oppression des femmes dans certaines unités de production en ce qui concerne les versement de leurs salaires et les longues heures de travail représentent un nouvel esclavage."

Mr. Amirabadi a ajouté: «L'un des problèmes qui nous tourmente et qui est malheureusement répandu dans toute la province est la présence des femmes dans les unités de production sans

recevoir de salaires conséquents ... J'ai visité ces centres de production: certaines femmes travaillent plus que les heures légales. les salaires qu'elles reçoivent sont plutôt petits. "

Dans une autre partie de son discours, Mr. Amirabadi a reconnu que les femmes et les filles «partent travailler dans ces centres de production depuis tôt le matin et travaillent jusqu'à 12 heures avec un maigre salaire de 400 000 toumans (un mois, environ 80 dollars). (L'agence de presse ISNA gérée par l'Etat - 1er mai 2018) Le salaire minimum en Iran est d'environ 961 000 toumans et le seuil de pauvreté est de 4 millions de toumans.

Pas de salaire égal, de sécurité d'emploi ou d'assurance pour les travailleuses

Un autre fonctionnaire de l'Etat a reconnu les conditions catastrophiques des travailleuses dans la province de Qazvin, au nord-ouest de Téhéran, dans une interview accordée à l'agence de presse officielle IRNA le 3 mai 2018.

Fatemeh Pournou, Secrétaire du Syndicat des travailleuses de Qazvin (institution publique), a déclaré: «Les ouvrières travaillent au même rythme que leurs homologues masculins dans les unités de production, mais ne reçoivent pas le même salaire et ne sont pas conscientes de leurs droits légaux. Elles ne savent même pas si leur assurance a été prise en compte dans leurs fiches de paie, mais elles ne portent aucune plainte à cet égard puisqu'elles craignent d'être licenciées par leurs employeurs.

Madame Pournou a déclaré par ailleurs : «Les contrats temporaires d'une durée de trois mois ont privé les travailleuses de la sécurité de l'emploi; parfois, les employeurs maltraitent les travailleuses pour le moindre petit défaut de travail, incriminant la plupart des femmes dans la communauté des travailleurs effectuant de longues heures de travail, mais privés de nombreux droits et avantages. " Elle a également noté que la majorité des travailleuses sont des chefs de famille et a ajouté: «Il y a beaucoup de jeunes femmes qui doivent travailler dans les unités de production pour atténuer la pression économique sur leurs familles et aider leurs parents. Les conditions de travail dans les ateliers et les usines. " (L'agence de presse officielle IRNA - 3 mai 2018)

Un autre responsable, Abdollah Bahrami, le PDG de l'Union nationale des producteurs de tapis tissés à la main, a également révélé que «les femmes constituent la majorité des tisseurs de tapis en Iran et si nous voulons le mettre en pourcentages, elles forment 70% des tisserands. "

Dans son interview du 16 mai 2018 avec l'agence de presse officielle ILNA, Mr. Bahrami a noté que parmi le million de tisseurs de tapis , 320,000 sont couverts par l'assurance, ajoutant: «Un grand pourcentage de ces tisseurs de tapis sont des femmes chefs de famille. Alors, comment peuvent-ils être soutenus et leur avenir garanti uniquement avec cette assurance. Plus de 150 000 familles ont perdu leur soutien alors que beaucoup d'entre elles sont des femmes. Elles ont perdu leur argent et n'ont aucune sécurité.

Cas au point

L'absence de lois favorables aux travailleuses et l'utilisation commune de contrats semi-légaux ont rendu les conditions de travail beaucoup plus difficiles pour les femmes que pour les hommes.

Un certain nombre de travailleuses de la province de Qazvin, au nord-ouest de Téhéran, se sont plaintes de travaux pénibles qui exercent une double pression sur leur corps et ne correspondent pas à leurs capacités physiques.

Zahra Parhizgari, diplômée en droit, a récemment perdu son emploi parce que l'usine où elle travaillait a fermé ses portes. Dans une interview avec l'agence de presse officielle IRNA, elle s'est plainte des conditions de travail difficiles pour les femmes dans ces unités de production. Tout en mentionnant le mauvais traitement des travailleuses par les employeurs, elle a souligné que le

manque de lois favorables et le manque d'emplois pour les femmes ont conduit celles-ci à décrocher un emploi dans un environnement qui ne convient pas à son sexe ni à son éducation. une source de revenu.

Hadisseh Rostami est une autre jeune femme qui a perdu son emploi en raison de la fermeture de l'usine. Elle a décrit l'environnement de travail comme étant «extrêmement axé sur les hommes» et a ajouté: «Malgré un travail égal, nous n'avons pas reçu les prestations minimales et les salaires ... Malheureusement, il n'y a aucune différence entre les salaires d'un travailleur qui travaille la ligne de production depuis plusieurs années et un nouveau venu. »

Mme Rostami s'est également plainte de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes par certains employeurs et des mauvaises conditions sanitaires auxquelles elles sont confrontées dans les unités de production. Elle a déclaré que la mise à pied des travailleurs exerce une double pression sur les autres travailleurs qui doivent travailler davantage malgré leurs conditions physiques. (Le semi-officiel Aryanews.com, 3 mai 2018)

La main-d'œuvre la plus vulnérable sur le marché du travail

Les travailleuses ont toujours été le groupe le plus vulnérable sur le marché du travail iranien. Comme il est devenu évident par les admissions officielles et certains des cas publiés, les femmes sont les premières victimes face à n'importe quelle vicissitude économique et parmi les premiers groupes de travailleurs à être mis au chômage.

Les femmes sont considérées comme une force de travail secondaire qui perçoit des salaires plus bas pour un travail égal avec les hommes. Les plans introduits ces dernières années pour allonger le congé de maternité ou réduire le temps de travail des femmes dans des circonstances spéciales ont pratiquement découragé les employeurs de recruter du personnel féminin, en leur donnant ainsi toutes les excuses pour s'abstenir d'employer des femmes.



Même lorsque les femmes sont employées, leur sécurité d'emploi est en remise en cause par le mariage ou la grossesse. Les femmes constituent également la majorité de la main-d'œuvre dans les petits ateliers de moins de 10 travailleurs. Ces ateliers sont des exceptions à la législation du travail et ne sont pas supervisés par le gouvernement. C'est ce qu'on appelle le secteur non officiel ou le «secteur économique gris».

Les femmes embauchées dans le secteur non officiel ou dans le «secteur économique gris» doivent travailler dans les ateliers pour le salaire minimum et sans recevoir de prestations, de pensions de retraite ou d'assurance maladie.

Mais ces femmes sont aussi les principales victimes malléables et corvéables, facilement soumises au licenciement sans aucune assurance chômage. Dans le même temps, les petits ateliers sont les premières parmi les entreprises à fermer que ce soit en propose de croissance ou de dépression économiques.

À la lumière de la plus grande part des emplois féminins dans les petits ateliers, on peut conclure que le chômage a été plus élevé chez les femmes ces dernières années en raison des difficultés économiques. Cela a incité plus de femmes à signer des contrats temporaires pour gagner leur vie. Selon les dernières statistiques, 85 pour cent des travailleurs iraniens sont embauchés par des ateliers sur des contrats temporaires. Bien qu'il n'y ait pas de rapports officiels sur la part des femmes, on estime que les femmes représentent une part plus importante des contrats temporaires que les hommes. Comme il a été précédemment cité par l'un des responsables du régime, l'oppression des femmes dans certaines unités de production ne peut être qualifiée que comme un nouvel esclavage.